LA BOAD ET LE FINANCEMENT DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE

La promotion et le financement de **l'intégration économique et financière** des économies des pays de l'UEMOA sont une préoccupation constante de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

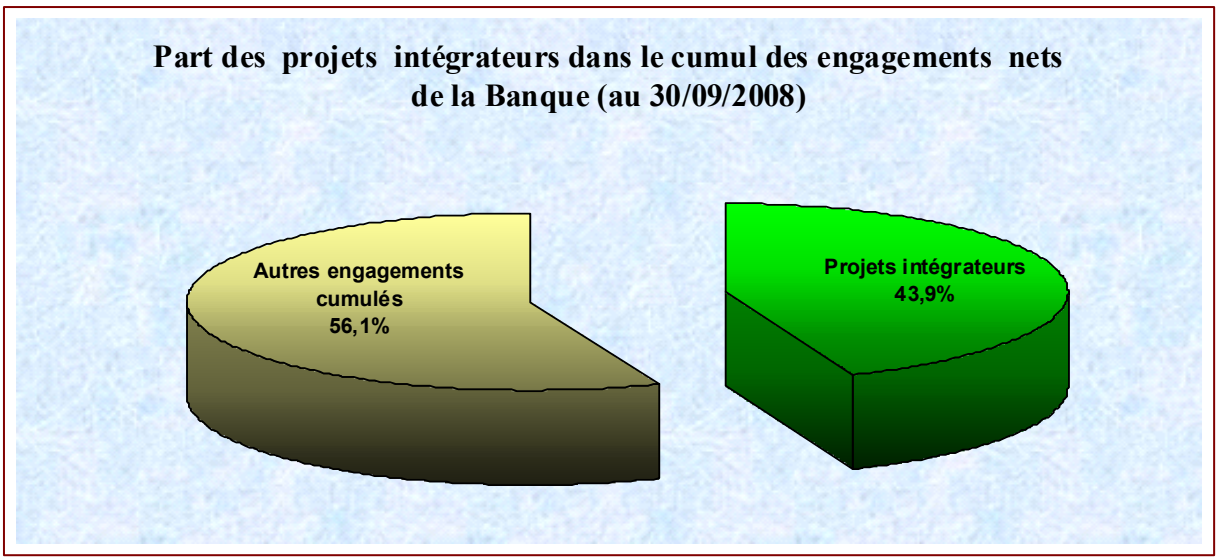
En sa qualité d'institution spécialisée de l'UEMOA, la BOAD concourt, en toute indépendance et en synergie avec les autres institutions et organes communautaires, à la réalisation des objectifs de développement et d'intégration des pays de l'UEMOA.

Les diverses activités menées dans ce domaine peuvent être regroupées en deux catégories : le financement de projets intégrateurs et la mise en œuvre d'initiatives intégratrices.

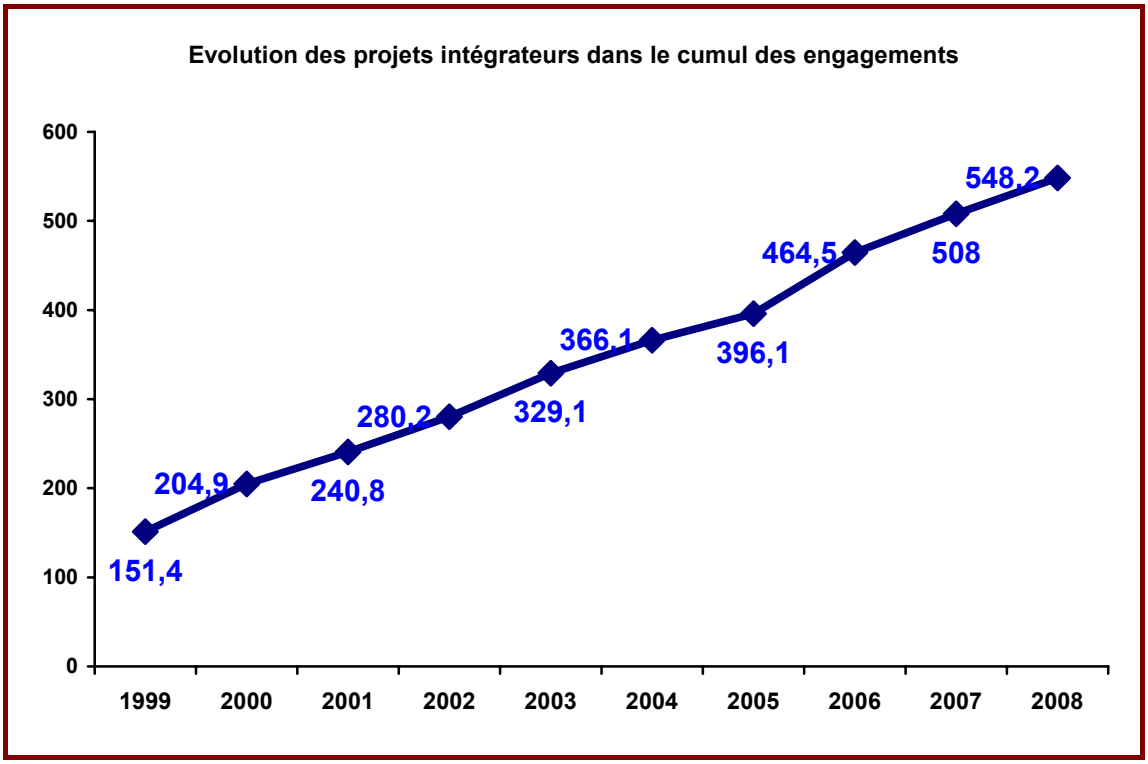
Financement de projets à caractère intégrateur

Les objectifs visés dans l'action de la BOAD en matière de promotion de l'intégration économique concernent le renforcement de la complémentarité des économies des Etats membres de l'UEMOA et l'amélioration de leur compétitivité.

Depuis le démarrage de ses activités, sur un cumul d'engagements nets de 1 205,3 milliards FCFA (au 31 décembre 2008), la Banque a consacré 45,5% au financement de projets à caractère intégrateur, soit 548,2 milliards FCFA (158 opérations).



La Banque considère comme projets à caractère intégrateur, les projets régionaux impliquant au moins deux Etats dont un Etat membre de l'Union ou deux opérateurs économiques dont un ressortissant d'un Etat membre, les projets nationaux d'intérêt commun par leur caractère innovateur ou répétitif et les projets de compensation retenus dans le cadre du processus d'intégration économique.



Tous les ports des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée Bissau, à savoir ceux d'Abidjan, de Cotonou, de Dakar, de Lomé et de San Pedro ont bénéficié des financements de la Banque pour la réalisation d'investissements permettant de réhabiliter les infrastructures existantes, d'augmenter la capacité des installations et le volume du trafic de marchandises, d'améliorer la qualité des prestations de services et de renforcer les capacités institutionnelles.

Il en est de même pour les aéroports d'Abidjan, Cotonou, Dakar, Ouagadougou, Lomé, Niamey, Bamako et Tombouctou (Mali) dont les infrastructures ont été modernisées, renforcées et/ou élargies. A cela, il faut ajouter le financement de la modernisation des installations techniques de l'ASECNA dans les principaux pays de l'UEMOA.

La Banque a financé la réalisation des routes inter-Etats au Bénin (Savalou-Djougou, Dassa-Parakou, Voies d'accès et de traversée de Cotonou, Djougou N'Dali, Carrefour Akossombo-Place du Souvenir au Bénin), au Burkina (Fada-Pama-frontière Bénin, Tindangou-Kompienga-frontière Togo, Pa-Dano-Diébougou-frontière de Côte d'Ivoire, Kaya-Dori, Markoye-frontière du Mali, Makoye-frontière du Niger, Yegueresso-Diébougou-Bretelle de Hamélé et Ouagadougou-Pô-frontière Ghana), en Côte d'Ivoire (Kani-Séguéla-Fadiadougou, Boundiali-Tingréla, Abidjan-Adzopé), au Mali (Bandiagara-frontière Burkina, Bamako-Kouremalé-Kankan en Guinée, Bougouni-Sikasso, kita-saraya-frontière du Sénégal), au Niger (Guidan Roumdji-Tchadaoua, Guidimouni-Gouré, Gouré-Lawandi, Zinder-Agadez et Niamey-Ouallam), au Sénégal (Dialokoto-Kédougou-frontière Mali, Fatick-Gossas, Kédougou-Saraya-Falamé et Tambacounda-Meslina-Gounassi) et au Togo (Kanté-Tandjouaré et Dapaong-Ponio-frontière Burkina Faso).

La Banque a également contribué à la réhabilitation des chemins de fer Abidjan-Ouagadougou et Dakar-Bamakoaprès la privatisation de la Régie Abidjan-Niger et la mise en concession de l'activité ferroviaire sur l'axe Dakar-Bamako.

L’ensemble de ces infrastructures de communication réalisées a contribué au désenclavement des localités intérieures et des pays de l’hinterland de l’Union ainsi qu’à l’amélioration de la circulation des personnes, des biens et des services.

Installations électriques de la CEB (Bénin-Togo)

Dans le domaine de l’énergie électrique, la réalisation de projets à caractère intégrateur a concerné l'interconnexion de réseaux nationaux de distribution d'énergie. C’est le cas des projets promus par la Communauté Electrique du Bénin (Bénin, Togo), par l’Organisation de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) par la Compagnie Ivoirienne de Production d’Electricité (CIPREL) en Côte d’Ivoire.

Il en est de même du projet d'interconnexion des réseaux électriques entre le Niger et le Nigéria, entre les pays de la Communauté Electrique du Bénin et le Nigéria, ainsi qu’entre le Togo, le Bénin et le Ghana ainsi qu’entre la Côte d’Ivoire et le Mali.

Les systèmes de télécommunication de plusieurs pays de l’Union (Bénin, Burkina, Côte d’Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo) ont bénéficié des financements de la Banque pour la réalisation d’investissements permettant de moderniser les équipements, d’élargir la gamme de services et d’accroître la densité téléphonique.

Ces dernières années, un accent particulier a été mis sur l’interconnexion des réseaux téléphoniques des Etats par la mise en place des câbles à fibres optiques, en vue de leur intégration aux autoroutes de l’information, notamment à travers des projets régionaux que sont SAT3, Africa one et Intelcom II ainsi que le projet de liaison à fibre optique entre le Bénin et ses pays voisins de l’UEMOA.

Dans le secteur industriel, la Banque a financé la réalisation de projets d’investissements productifs à caractère intégrateur impliquant la participation d’opérateurs économiques régionaux au capital. Il en est ainsi du projet de modernisation de l’outil de production de la Société Sucrière de la COMOE (SOSUCO) au Burkina Faso, et du complexe cimentier ONIGBOLO au Bénin.

Promotion de l'intégration financière

Dans le cadre de l'intégration financière, la BOAD a particulièrement appuyé l'approfondissement et la diversification du système financier de l'Union. Dès 1993, elle a joué un rôle précurseur, en émettant pour la première fois dans la sous région un emprunt obligataire simultanément dans les Etats membres de l'Union et avec les mêmes caractéristiques.

Avec 18 lignes d'emprunt (10 lignes obligataires et 8 bons "d'institutions financières régionales"), correspondant à une valeur globale de 260,7 milliards FCFA, l'institution est aujourd'hui le premier émetteur non souverain du marché régional de capitaux.

A travers divers outils de financement, à la promotion desquels la Banque a contribué (fonds régionaux de capital investissement – CAURIS Investissement et CAURIS Croissance, fonds régional de garantie des investissements privés - GARI, Bourse Régionale de Valeurs Mobilières - BRVM, SICAV Abdou DIOUF, Banque Régionale de Solidarité - BRS), le secteur financier a bénéficié d'importantes initiatives intégratrices promues par la BOAD et destinées à renforcer le secteur financier.

Un montant de près de 26,1 milliards FCFA au 31 décembre 2008 a été consenti par la Banque sous forme de prises de participation au capital de ces sociétés à l'administration desquelles elle participe activement.

Contribution à la mise en œuvre du schéma d'intégration économique

La BOAD est étroitement associée aux différents chantiers ouverts par la Commission de l'UEMOA dans le cadre de la mise en œuvre du schéma d'intégration économique de l'Union. Elle participe notamment au Comité de pilotage de différents chantiers relatifs à la définition des politiques sectorielles communes.

La Banque est membre du Comité des Experts Statutaire et du Secrétariat Conjoint de la Surveillance Multilatérale des politiques macro-économiques des pays de l'UEMOA. Elle est également membre du Comité technique consultatif du Fonds d'Appui à l'Intégration Régionale (FAIR) et est l'acteur principal dans la mise en œuvre des activités futures de ce Fonds. Elle assure la coordination du Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA avec le concours de la Banque mondiale. Elle est membre du Comité de suivi de l'Agenda pour la compétitivité de la filière coton-textile dans l'UEMOA et du Comité de pilotage du Programme Economique Régional (PER) dont elle a été chef de file de la Table ronde des bailleurs de fonds.

Pour les années à venir, en synergie avec les autres institutions de l'UEMOA et les partenaires au développement, la BOAD continuera de participer à la mise en œuvre du PER, du PACITR et du WAPP. Elle entend de ce fait, contribuer à la mise en œuvre d'infrastructures (routières, énergétiques…) indispensables à la poursuite du développement sous régionale et au renforcement de l'intégration de l'Afrique de l'ouest.

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)

SIEGE

68, Avenue de la Libération

Tél : (228) 21 59 06 / 221 42 44 – 221 01 13 Fax : (228) 221 52 67 – 221 72 69

B.P. 1172 – LOME (Togo) Télex : 5289 & 5336 BOAD TG / e-mail : boadsiege@boad.org

MISSION RESIDENTE AU BENIN

01 BP 325 Cotonou - Tél. : (229) 21 31 05 58 Fax : 20 31 59 38 / e-mail : boadmrbn@bj.boad.org

MISSION RESIDENTE AU BURKINA

01 BP 4892 Ouagadougou 01 - Tél. : (226) 50 31 07 94 Fax : 50 30 58 11 / e-mail : boadmrbf@boad.org

MISSION RESIDENTE EN COTE D'IVOIRE

01 BP V 224 Abidjan 01 Tél. : (225)20 21 80 80 Fax : 20 21 80 00 / e-mail : boadmrci@boad.org

MISSION RESIDENTE EN GUINEE BISSAU

01 BP 325 Tél. : (245) 21 55 48 / 21 41 73 Fax : 20 13 05 /21 / e-mail : vnapocan@gw.boad.org

MISSION RESIDENTE AU MALI

BP 206 Bamako Tél. : (223) 22 23 78 57 Fax : 22 23 77 98 / e-mail : boadmrml@boad.org

MISSION RESIDENTE AU NIGER

BP 778 Niamey Tél. : (227) 20 72 49 80 / Fax : 20 72 49 82 / e-mail : boadbrng@intnet.ne

MISSION RESIDENTE AU SENEGAL

BP 4197 Tél. : (221) / 33 823 63 47 Fax : 33 823 63 46 / e-mail : boadbrsn@sn.boad.org